

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Commerce exterieur : Gard

Question écrite n° 2901

Texte de la question

M Gilbert Millet attire l'attention de M le ministre de l'agriculture et de la foret sur la destruction de dizaines de tonnes d'abricots et de peches dans le Gard rhodanien. Les milieux agricoles prevoient que d'autres fruits et legumes vont subir le meme sort. D'ores et deja, le manque a gagner est insupportable pour nombre de producteurs qui, lorsqu'ils ne voient pas leur production partir a la decharge, vendent a perte et sont contraints a contracter des emprunts qui les endettent davantage. Cette situation resulte des politiques mises en oeuvre depuis dix ans en vue de l'elargissement du Marche commun a la Grece, au Portugal et a l'Espagne, ainsi qu'au demantelement progressif des garanties communautaires. Aujourd'hui, alors que le deficit avec l'Espagne depasse les quatre milliards de francs dans le seul secteur des fruits et legumes, nous detruisons nos productions. Le fait que des centaines d'enfants de Nimes et d'Ales et des dizaines de milliers d'autres en France ignorent le gout des fruits de saison rend totalement inadmissibles ces destructions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : pour suspendre les importations afin de soutenir les marches concernes ; pour stopper la destruction des quantites retirees du marche et les mettre a la disposition de ceux qui en ont besoin par l'intermediaire des centres communaux d'action sociale ou d'associations de solidarite ; pour creer dans le Gard rhodanien l'indispensable unite de transformation des produits agricoles, qui assurerait la stabilite des marches et contribuerait au developpement de l'economie locale par la valorisation de son potentiel agricole.

Texte de la réponse

Reponse. - Les producteurs de pommes, suite a la mauvaise campagne de commercialisation de 1987-1988 et face aux perspectives preoccupantes de la campagne 1988-1989, connaissent des difficultes. L'analyse de ces problemes a mis en relief deux situations differenciees. La campagne 1987-1988 s'est caracterisee par une recolte importante en France. Des stocks excessifs ont donc pese sur la commercialisation des fruits. Le marche, dans ce contexte difficile, s'est de plus ressenti des importations en provenance de l'hemisphere Sud, qui ont pourtant ete stabilisees cette annee grace a un dispositif contingentaire communautaire. Ce sont principalement les producteurs des varietes « golden » et « rouge americaine » qui ont, de ce fait, connu des difficultes de tresorerie. La campagne 1988-1989 est en revanche dominee par le probleme du « russetement » qui, en alterant l'aspect de l'epiderme des « golden » interdit en fait la commercialisation dans des conditions correctes d'une grande part de la recolte du sud de la France. Le contexte europeen d'une production fortement excedentaire aggrave encore cette situation. Ce probleme, qui s'apparente a une veritable calamite agricole, sans pouvoir toutefois s'inscrire dans la procedure generale qui regit ces accidents, touche les producteurs et l'organisation economique. Deux mesures ont ete prises pour faire face a ces situations. Les producteurs de « golden » et « rouge » qui ont rencontre des difficultes de tresorerie au cours de la campagne passee pourront avoir acces a des prets sur cinq ans a taux reduit, s'ils repondent a une serie de criteres permettant un ciblage economique de l'aide. Pour faire face aux difficultes de la campagne actuelle l'organisation economique recevra une aide liee aux quantites de pommes « russetees », qu'elle gerera suivant des criteres precis, en s'engageant, par ailleurs, a faire un effort d'adaptation de son verger de « golden ».

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/9/questions/QANR5L9QE2901

Données clés

Auteur: M. Millet Gilbert

Circonscription : - Communiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 2901
Rubrique : Fruits et legumes

Ministère interrogé : agriculture et forêt Ministère attributaire : agriculture et forêt

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 26 septembre 1988, page 2623